

En Algérie. L'histoire face aux mémoires

Ouanassa TENGOUR*

Au cours des dernières décennies, le monde des livres algériens a offert aux lecteurs une série de textes rédigés par les acteurs du mouvement national et de la guerre de libération nationale. Ce phénomène est nouveau et mérite l'attention des historiens du temps présent. En effet, les différents textes donnent à lire à vif la mémoire de ces témoins directs de ce qui fut une longue et douloureuse période de luttes au quotidien¹.

Pour la première fois, la profusion du souvenir est telle qu'elle remet en cause sérieusement le monopole de l'histoire officielle. Par l'ampleur des révélations, d'un texte à l'autre, ces écrits pluriels, contradictoires, fragmentés portent d'abord, un coup fatal aux visions téléologiques et incitent les historiens à revisiter le passé proche. Ensuite, ils réhabilitent à leur manière, les événements liés à l'histoire de cette lutte de libération. Comme un leitmotiv, la plupart des récits sont dictés par le souci d'apporter des éclairages, de lever le voile sur certains secrets, enfin de lutter contre l'oubli. De ce point de vue, ces générations de résistants manifestent le souci de transmettre aux générations présentes une part de leur mémoire historique. Il semble que l'émergence de ce mouvement d'écriture ne soit pas étrangère aux difficultés vécues par l'Algérie, depuis octobre 1988². L'insécurité des années 1990, aggravée par la multiplication d'actions violentes, a encouragé d'une certaine manière, par effet de crainte - que des nationalistes d'hier peuvent éprouver honnêtement - une quête d'identité.

Au-delà de la signification des dits et non dits, cette irruption tardive³ de la mémoire demeurée enfouie jusque-là, semble inaugurer le travail de

* Historienne, Université de Paris 8, membre au conseil de la revue d'Insaniyat, chercheure associée au CRASC.

¹ Le 1er novembre 1954 n'a pas marqué seulement le début de la lutte armée contre la domination coloniale française mais a provoqué des ruptures à tous les niveaux qui ont bouleversé profondément et durablement la vie sociale.

² De violentes émeutes ont éclaté à Alger et plusieurs villes au début du mois d'octobre 1988. Elles ont eu comme principale conséquence la fin du monopole politique du parti unique, représenté alors par le FLN.

³ En comparaison, récits autobiographiques et témoignages sont plus anciens en France : certains écrits sont antérieurs à l'indépendance. Cf. Stora, Benjamin, *Le dictionnaire des livres de la guerre d'Algérie*, Paris, L'Harmattan, 1996.

deuil des individus et ouvre des perspectives intéressantes pour la pratique de l'histoire au présent. Au temps des témoins succède nécessairement le temps des historiens à qui échoit la mission de la construction et de la transmission de la mémoire sociale. Dans cette tâche, l'historien est appelé à recourir à tout son savoir-faire, c'est-à-dire aux méthodes critiques qui caractérisent son métier, pour analyser la formidable accumulation de matériaux ainsi révélés et leur donner du sens. Dans ce cas particulier, l'écriture de l'histoire nécessite un renouvellement voire des renouvellements historiographiques, afin de parvenir à «un réel apprentissage du passé, de la durée, du temps écoulé»⁴. Mais au-delà de la richesse de ces mémoires, l'histoire ne peut faire l'impasse sur l'usage des archives. Or en ce qui concerne l'histoire contemporaine de l'Algérie qui recouvre toute la période coloniale, l'accès aux sources demeure suspendu à une législation tatillonne ce qui ne facilite point la tâche aux chercheurs confrontés par ailleurs aux difficultés matérielles, les principaux centres d'archives étant situés en France⁵.

Prenant appui sur les informations fournies par ces textes, notre réflexion va s'articuler sur les aspects les plus significatifs de cette mémoire conjuguée au pluriel avant de proposer quelques pistes de recherches susceptibles d'en renouveler les orientations.

Génération résistante et transmission

L'analyse du corpus des auteurs fait ressortir leur appartenance à cette catégorie - que nous désignerons pour l'heure - par la catégorie des résistants qui englobe aussi bien des militants de partis nationalistes que des maquisards engagés dans les rangs de l'ALN.

Les figures historiques du mouvement national ne sont pas les plus représentées, à l'exception de Messali Hadj, Ferhat Abbas, Aït Ahmed, Mohamed Boudiaf, Amar Ouzegane, Bachir Hadj Ali⁶, etc... Leur importance se situe à un autre niveau : celui du besoin de la transmission

⁴ Rousso, Henry, *Le syndrome de Vichy de 1944 à nos jours*, Paris, Seuil, 1987.

⁵ Pour les chercheurs algériens, c'est un parcours de combattant que de vouloir consulter les archives, en France. De fait, la majeure partie des archives de l'ex gouvernement général, des archives départementales : Alger, Constantine, Oran est conservée au Centre des Archives d'Outre Mer à Aix en Provence alors que les archives relevant de l'armée française sont conservées au service historique du château de Vincennes, en région parisienne. Ceux qui ont la chance de fréquenter ces dépôts - et ils sont de plus en plus rares - savent combien le moindre séjour leur coûte sans compter les tracasseries liées au déplacement en France (obtention d'un visa).

⁶ Soufi, Fouad et Siari Tengour, Ouanassa, Cf. « Les Algériens écrivent enfin la guerre » note de bibliographie, *Insaniyat*, n°24-25, 2004.

de diverses expériences qui donnent du sens à des événements d'un passé relativement proche, et considéré comme plus ou moins obscur et secret, plus ou moins compliqué pour ne pas dire mythique. Mais il convient d'ajouter que ce sens est tributaire de l'écriture qui lui ouvre de fait les chemins de l'histoire. C'est dans cette opération de transmission de la mémoire historique que se forge le lien social d'un groupe et que se construit son identité.

C'est dans cette perspective que *Les mémoires de Messali Hadj*⁷ publiés en 1982, condensées à partir des 6000 pages, rédigées d'un trait et manuscrites dans une vingtaine de cahiers marquent un tournant décisif pour la prise en compte de ce passé colonial. Même si ces mémoires ne couvrent que la période antérieure à 1938, ils sont une illustration de la naissance du mouvement national par un homme dont toute la vie s'est confondue avec le combat pour la liberté et l'indépendance de l'Algérie. La personnalité exceptionnelle de Messali Hadj et son opposition au FLN, par le truchement du MNA, donnent le signal du temps venu pour des explications. Même si l'ouvrage n'a pas été diffusé au moment de sa parution en Algérie⁸, le public des spécialistes et des lecteurs férus d'histoire en ont pris connaissance en temps voulu. L'intérêt est réel car même si le nom de Messali Hadj est occulté dans l'histoire officielle, il n'est pas oublié pour autant par une partie de l'opinion publique⁹. En l'occurrence, les premiers travaux de Mahfoud Kaddache et de Mohamed Harbi¹⁰, avaient proposé de nouvelles pistes de recherche sur le mouvement national qui prenaient appui sur des sources de première main et montraient toute la complexité du mouvement national à l'opposé des schémas réducteurs. Leur lecture invitait à réexaminer

⁷ Le texte a été publié par Lattès, Paris, 1982, avec trois postfaces, rédigées la première par Charles-André Julien, la seconde par Charles-Robert Ageron, et la troisième par Mohamed Harbi : elles permettent de mieux comprendre le parcours exemplaire de l'un des fondateurs du mouvement nationaliste algérien. Cependant la publication de ces mémoires s'arrête à l'année 1938.

⁸ Sans doute, le recours à la clandestinité et à la préservation du secret relève d'une culture qui n'est pas propre à l'Algérie, compte tenu de toutes les formes de contrôle qui ont été pratiquées durant la période coloniale et post-coloniale. L'histoire du secret politique renvoie aux limites de l'action politique publique. Cf. « Le secret en histoire » in *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, Nanterre, BDIC, n°58, 2000.

⁹ Dans les années 1980, la moitié de la population a moins de vingt ans et n'a pas connu Messali Hadj,

¹⁰ Harbi, Mohamed, *Aux origines du FLN*, Paris, Bourgois, 1975 ; *Le FLN : mirage et réalité, des origines à la prise du pouvoir (1945-1962)*, Paris, Jeune Afrique, 1980. A la même date est publiée la thèse de Kaddache, Mahfoud, *Histoire du nationalisme algérien : question nationale et politique algérienne, 1919-1951*, Alger, SNED, 1980. Des travaux pionniers, de Collot Claude, Taleb Bendiab Abderrahim, Carlier Omar, ... initiant une réflexion sur le mouvement national ou l'une de ses composantes, ont été publiés dans *la Revue Algérienne des Sciences Juridiques et administratives* (RASJEP) à la fin des années 1960.

autrement le rôle de Messali Hadj avant et après le déclenchement de la lutte armée, le 1er novembre 1954 et semble être pour beaucoup dans la réception favorable par un public « clandestin » des Mémoires de Messali Hadj. Leur publication est le signe de la fin du mutisme quasi total, observé sur le temps long de la colonisation avec ses différents moments de tension.

Alors qu'en France, on relève une pléthore de témoignages (où la période de la guerre de 1954-1962 est dominante) on observe une sorte de décalage du côté des voix algériennes. En écho à ce silence des ex-colonisés sur eux-mêmes, intervient le double effet du travail de deuil et du désenchantement mais avec une différence avec la littérature produite par exemple par les « Pieds noirs » où la nostalgie du pays perdu privilégie les évocations heureuses ou non d'un passé définitivement révolu. En effet, la mémoire des « vainqueurs » se déploie dans une perspective dynamique où la commémoration des souvenirs est examinée avec une certaine distance vis à vis du passé. Indépendamment du désir de témoigner pour la postérité, pour rapporter des « vérités » dissimulées...un désir de dialogue se profile à travers ces récits entre ceux qui ont vécu ce passé et ceux qui s'inscrivent dans le temps présent et par anticipation, préparent l'avenir.

Il convient alors de souligner cet échange tout à fait inédit¹¹ qui s'impose à la place publique et qui s'arroge le droit de prendre la parole en direction de tous, sans emprunter les cadres institutionnels habituels. On saisit mieux toute l'importance de ces textes, qui mettent pour la plupart l'accent de manière précise (tel est le cas de Messali Hadj, Hocine Aït Ahmed, Mohamed Harbi...) sur les trajectoires de la politisation en situation coloniale, les formes de l'engagement et les contraintes de toutes sortes, mais également sur les péripéties de la vie privée et qui font découvrir des horizons insoupçonnés aux générations de l'indépendance. Il faudrait procéder à des lectures plus détaillées pour en souligner la complexité et dire aussi le sacrifice consenti par les pionniers du nationalisme algérien et les nombreux militants qui ont participé à son essor.

Le tournant critique des années 1990

Mais c'est dans les années 1990 que l'édition des mémoires, témoignages, autobiographies a enregistré une forte progression qui se poursuit toujours. Ces écrits ont pour dénominateur commun de s'inscrire dans le champ de la résistance opposée à la colonisation

¹¹ De nombreux textes sont publiés à compte d'auteur.

française d'une façon générale et dans le temps court de la guerre de libération. Ils se rapportent autant à la vie militante dans un parti déterminé qui fut accompagnée pour certains d'un passage au maquis. Si pour beaucoup, le besoin d'écrire répond à un impérieux désir de partage et de communication, d'autres n'hésitent pas à lancer des accusations à l'endroit de certaines figures connues du FLN, prolongeant ainsi les conflits nés dans la guerre. Tel est le cas de Abane Ramdane accusé de trahison par Ali Kafi¹² ou du colonel Amirouche accusé d'être à l'origine des dissensions qui ont menacé l'unité de la wilaya 1 (Aurès- Nememcha) par Mostefa Merarda¹³. La mémoire cherche-t-elle à imposer son diktat à l'histoire ? On est tenté de répondre par l'affirmative tant il est vrai que les sociétés en danger cherchent dans le passé les moyens « de conjurer les périls »¹⁴ et non si l'on suit les réponses opposées aux déclarations de Ali Kafi à propos de Abane Ramdane¹⁵. Au-delà des polémiques et du début de la judiciarisation du passé, c'est l'ouverture de dossiers considérés comme tabous qui interpelle les historiens. En effet, pour la première fois, on dispose de nombreux textes enrichis le plus souvent de nombreuses pièces d'archives et d'un important stock de photos inédites. Du coup, cette accumulation de matériaux est en mesure de contribuer à une redéfinition des savoirs historiques sur le mouvement national en général et sur la guerre de libération en particulier.

Renouveau historiographique : les nouveaux objets

La lecture de ces textes nous permet de pénétrer dans des espaces et des lieux sociaux demeurés pour le moins absents des sources d'archives disponibles. Si bien qu'à l'avenir, il ne sera plus possible d'envisager une écriture de l'histoire sociale et politique de l'Algérie contemporaine en faisant l'impasse sur cette production¹⁶. Pour la connaissance des acteurs à l'échelle locale des différentes tendances nationalistes, ces textes sont d'une richesse certaine. Il est possible de reconstituer les réseaux

¹² *Mémoires du président Kafi Ali*, Alger, éd. Casbah, 1999.

¹³ Merarda, Mostefa, dit Benoui, *Sept ans de maquis en Aurès* (texte en arabe), Ain M'lila, Dar el houda, 2003.

¹⁴ Rioux, Jean-Pierre, *La guerre d'Algérie et les Français*, Paris, Fayard, 1990.

¹⁵ Outre le procès intenté à Kafi Ali, par la famille de Abane Ramdane, la presse algérienne a publié plusieurs papiers dont celui de Benkhedda Youcef et Kaddache Mahfoud. Dans le même registre, il faut rappeler l'affaire qui oppose Louissette Ighilarriz au général Schimtt devant le tribunal de Paris.

¹⁶ Une exploitation de certains de ces textes en est faite par Meynier, Gilbert, *Histoire intérieure du FLN, 1954-1962*, suivie d'une importante bibliographie reproduisant ces textes. Cf. notre contribution : « dits et non dits »... *Wocmes*, Mayence, septembre 2002. Et le texte rédigé avec Soufi, Fouad, « Les Algériens écrivent enfin leur guerre », *Insaniyat*, n° 25-26, juillet-décembre 2004.

d'implantation des cellules de parti ce qui nous éloigne d'une histoire réduite au rôle des seuls leaders et de faire une place à la foule des militants de la base demeurés dans leur grande majorité oubliés. De même, une approche sociopolitique des groupes mobilisés la veille du 1er novembre 1954 dans la région de l'Aurès est tout à fait réalisable. La lutte armée déclenchée le 1er novembre 1954 ne se réduit pas uniquement aux faits d'armes que se livrent deux armées, le temps d'un accrochage ou d'une bataille. Elle est sous tendue du côté algérien par toute une organisation des hommes, par une mobilisation au quotidien, une répartition des tâches, une discipline dont la rigueur n'a pas toujours été bien accueillie. Bien des maquisards engagés dans la guerre jouissaient d'une situation sociale enviable. Comment expliquer l'abandon de leur confort et le placement de leur fortune au service de la libération de l'Algérie ? A l'échelle de la wilaya 1 / Aurès-Nememcha, l'adhésion au «hizb thawra» est une réalité partagée par des hommes et des femmes.

Révolution algérienne ? L'emploi du terme ne fait pas l'unanimité chez les historiens, plus soucieux d'en expliciter le contenu théorique mis en parallèle avec la seule chronologie reconduite quasiment à l'identique depuis 1962. L'histoire sociale de cette guerre et de ses bouleversements reste à faire et c'est à l'aune de ses résultats que des pistes de recherches peuvent voir le jour et enrichir les débats sur les fondements sociaux de la révolution algérienne.

Or force est de reconnaître que ce genre d'études est mis entre parenthèses depuis déjà quelques décennies. Comment comprendre les dynamiques politiques déconnectées de la connaissance des rapports sociaux ? Comment faire l'impasse sur les paradigmes développés par l'anthropologie historique pour mieux comprendre l'impact des structures de la parenté, pour faire la part des anciennes formes de solidarité aux prises avec les nouveaux antagonismes ancestraux, la part des représentations symboliques ? Et des particularismes régionaux qui agitent et déchirent les populations de l'Aurès, pour ne parler que de celles là ? Comment des sociétés rurales mises à l'écart de la «civilisation» ont été imprégnées de l'idée nationale jusqu'à opter pour une solution des plus radicale qui n'a surpris que ceux qui ne voulaient pas voir ? Si la question nationale s'est imposée par la force des choses à l'ensemble des populations algériennes, la recherche historique a tout à gagner en multipliant les études d'histoire sociale, d'autant plus que les sources sont disponibles¹⁷.

¹⁷ L'Algérie dispose d'une énorme documentation statistique en plus des archives conservées par les services du cadastre, des hypothèques pour mettre en chantier une histoire rurale et

Par ailleurs, en l'absence de la consultation tant des archives algériennes¹⁸ que des archives françaises dont la majeure partie relative à la guerre est soumise à dérogation, les chercheurs sont en mesure de trouver matière à leurs réflexions. Pour la première fois, des voix de l'intérieur exposent des faits, perçus comme plus ou moins embarrassants au lendemain de l'indépendance, sinon comme contraires à une histoire construite sur le mode héroïque. Les trahisons voisinent avec les actes de bravoure. Les liquidations entre «frères» sont légion. La vie quotidienne au maquis se décline sur le mode des affrontements armés mais aussi du partage et des mésententes naturelles à tout groupe humain, des rivalités entre maquisards issus du monde rural et ceux venus du monde urbain, des moments de découragement et du ressentiment à l'encontre des dirigeants de l'extérieur, des conduites d'insoumission suffisamment graves pour obliger les différents responsables à recourir à la manière forte pour en venir à bout. De nombreux ralliements de maquisards ont eu lieu également tout comme des déserteurs tant français qu'algériens ont rejoint les rangs de l'ALN. Enfin, d'autres Algériens ont choisi de lutter contre le colonialisme français, à part au sein du MNA et non dans les rangs du FLN-ALN. Si toute légitimité est refusée aux messalistes, Ali Kafi et Amirouche, chefs respectifs de la wilaya II et III, ne manquent pas de dresser un bilan sans complaisance du rapport de forces entre le MNA et le FLN. Ils reconnaissent implicitement qu'au seuil de l'année 1959, l'emprise du MNA auprès des populations implantées sur les piémonts de l'Atlas saharien est réelle et que ses actions armées sont une source d'inquiétude¹⁹. Nous sommes loin du dénigrement des «traîtres» auquel nous a habitué la rhétorique nationaliste. De toute évidence, le seul fait de désigner le MNA remet en question la construction officielle de l'histoire de la guerre. Pour l'avenir, les recherches devront s'ouvrir à cette dimension du conflit opposant cette fois les Algériens entre eux et résoudre cette situation contradictoire dans la mesure où le FLN comme le MNA poursuivaient le même objectif, à savoir l'indépendance de l'Algérie. La rivalité des deux organisations met à nu les antagonismes et les compétitions propres à la formation sociale de l'Algérie, qui ne sont

urbaine. Les premiers travaux produits par de nombreux chercheurs dans les années 1970 en donnent un aperçu.

¹⁸ Les archives nationales algériennes, celles de Wilaya (principalement Alger, Constantine et Oran) ont procédé ces dernières années au classement de nombreux fonds. Cependant, l'on attend toujours la mise à la disposition du public des **archives de la révolution** détenues par le ministère de la Défense nationale.

¹⁹ Kafi, Ali, *Mémoires d'un président...* op.cit, p.143 et sq. ; Le rapport auquel il est fait allusion, a été rédigé à l'issue de la rencontre des colonels de l'Intérieur, tenue du 6 au 12 décembre 1958.

pas nées spontanément en 1954. Une connaissance plus précise des groupes sociaux et de leurs intérêts de classe apporterait sans doute des réponses à l'intensité des formes de la mobilisation politique et du choix ultime qui finit par s'imposer.

«C'est en reconstituant cette histoire [politique] dans son intégralité que des phénomènes encore obscurs et inexplicables livreront leur sens» écrivait Mohamed Harbi en 1975²⁰. Cette proposition est toujours de rigueur. Cela veut dire que l'historien change de posture en commençant par prendre de la distance par rapport à la reproduction d'une analyse positiviste laquelle déforme et appauvrit la portée de la crise à l'origine de la bifurcation entre l'une et l'autre tendance. Ne plus se contenter de décrire la scission et son évolution, à l'intérieur du MTLD mais s'engager à en comprendre les processus complexes et brouillés à l'origine des affrontements. Ceux-ci se déroulent à l'intérieur du champ social qui obéit à des rythmes différents, décalés sinon contradictoires. Ainsi, les attentes des classes populaires, à la campagne comme dans la ville (où elles ne cessent d'affluer) semblent être en décalage avec les formations politiques qui participent pourtant, avec leurs moyens et les contraintes du moment, à leur éveil.

Ces spécificités s'inscrivent dans une nouvelle conception du mouvement de l'histoire mise en pratique par l'anthropologie historique qui invite les chercheurs à investir du dedans la réalité sociale et ses diverses expressions, pour en percer le sens. Cette perspective est en mesure d'accompagner l'ouverture de nouveaux chantiers à l'histoire sociale.

L'histoire entre vie privée et vie publique

L'historiographie algérienne a longtemps privilégié une histoire collective, une histoire en termes de mouvement des masses, une histoire au nom du peuple. Les effets conjugués du recours aux explications empruntées à l'école marxiste et des orientations populistes du parti du PPA-MTLD ont entretenu la confusion sur la nature de classes sociales et sur les rôles des individus. L'absence de telles analyses sociales fait cruellement défaut à la compréhension des origines de la révolution algérienne. Les investigations sur les parcours personnels dont on découvre toute la richesse au fur et à mesure des publications, sont désormais possibles. Elles intéressent les chemins de l'engagement partisan dans sa banalité et dans ses moments d'exceptions comme les

²⁰ In *Aux origines du FLN : le populisme révolutionnaire en Algérie*, Paris, Bourgeois, 1975, p.169.

rencontres, les déplacements, la prise de parole, les polémiques, les tensions, les compromis, les désenchantements, les initiatives prises au péril de la vie, la famille, le mariage, les relations de voisinage, les études, la prison... Ce sont ces fragments de vie, ces histoires vécues aux limites du possible et de l'impossible que nous offre la variété infinie des mémoires. Replacés dans leur contexte, ces « petits faits vrais »²¹ se distinguent précisément par cette vertu cardinale de l'évocation d'un temps révolu et qui se confond avec la mémoire. Il reste à en démêler la trame, à ne pas succomber à leur version tant leur signification peut être un leurre.

Dans la construction d'une histoire à cheval sur la vie privée et sur la vie publique, il y a toujours un risque de succomber à la subversion du récit vécu et livré par un témoin et de céder à la tentation de faire revivre le passé au lieu de l'expliquer. En filigrane, la multiplication des publications de mémoires est susceptible donc de dissimuler l'élaboration d'un discours de légitimation, visant à la préservation de rapports de pouvoir.

Heureusement que la pratique historique a ses exigences propres et incontournables : la séduction du récit dans sa singularité n'a de sens que confrontée à d'autres sources qui lui dispensent alors sa validité. Cette condition fondamentale de l'exercice d'histoire suppose que l'accès aux archives soit facilité aux chercheurs. Comment participer à l'écriture de l'histoire et son renouvellement si par ailleurs, l'accès aux sources, impératif de tout Etat moderne et qui constitue le véritable fondement de la mémoire nationale, reste suspendu ?

En conclusion, dans ces rapports entre histoire et mémoires plurielles, la référence de base, qui est en mesure de donner du sens à l'opération historique, c'est l'étude du mouvement social et de son processus général (continuités et discontinuités) à travers « sa capacité à produire du lien social et des identités »²².

²¹ Aron-Shnapper, Dominique et Hanet, Daniel, in *Histoire orale ou archives orales*, Paris, Association pour l'histoire de la Sécurité sociale, 1980.

²² Ricoeur, Paul, *La mémoire, l'histoire, l'oubli*, Paris, Le Seuil, p.501.